



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Bureau pour l'Afrique du nord (CEA - AN)

Vingt deuxième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc) 26 - 29 juin 2007

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane
Directrice, Commission économique pour l'Afrique,
Bureau pour l'Afrique du Nord

Monsieur le Conseiller de Sa Majesté

Monsieur le Secrétaire Général de l'UMA

Monsieur le Secrétaire Général du Haut Commissariat au Plan

Monsieur le président du Bureau sortant du CIE

Excellences, mesdames et messieurs les ambassadeurs

Honorables délégués des Etats membres de la sous-région

Chers collègues du Systèmes des Nations Unies

Mesdames, Messieurs

C'est avec grand plaisir qu'au nom de Monsieur Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA, en mon nom et en celui de tous mes collègues du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue à cette 22^{ème} réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts.

Je voudrais commencer par exprimer notre sincère gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, au Gouvernement et au peuple marocain, pour le chaleureux accueil réservé aux participants ici présents ainsi que pour leur sollicitude sans faille à notre égard.

Je remercie Monsieur le Conseiller de Sa Majesté, qui honore de sa présence cette séance d'ouverture dont il est le keynote speaker. Nous écouterons tous avec grand intérêt les idées que Monsieur le Conseiller y développera et qui seront, j'en suis persuadée, source d'inspiration pour nos travaux.

Je salue Monsieur le Secrétaire Général du Haut Commissariat au Plan qui prononcera un discours au nom du pays hôte et me félicite de son appui et des excellentes relations que nous entretenons avec le Haut Commissariat au Plan.

Je voudrais dire à Monsieur le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe combien nous apprécions le regain d'intérêt que porte l'UMA à notre collaboration, déjà très riche, notamment dans le cadre du renforcement des liens de travail entre les Communautés économiques régionales et les bureaux sous-régionaux de la CEA. Nous aurons l'occasion d'y revenir au cours de ces quatre jours.

Je ferais aussi une mention toute particulière à l'attention du Président du Bureau sortant du CIE, M. Mohamed Chérif Benerbaiha, pour la qualité et la régularité de son support au cours de l'année écoulée.

Mes remerciements s'adressent enfin à vous tous, qui avez répondu par la positive à notre invitation, et en particulier :

- aux délégations et experts de nos sept Etats membres
- à leurs excellences mesdames et messieurs les Ambassadeurs et aux membres du Corps Diplomatique
- à tous les représentants du système des Nations Unies, et en particulier ceux qui nous viennent de loin : Addis Abeba, Alger, Beyrouth et Kigali
- et à tous les représentants de nos partenaires, des institutions internationales et régionales, du secteur privé et de la société civile

Comme vous le savez, Monsieur le Président, ce n'est pas la première fois que votre Comité se réunit en 2007. Cette 22^{ème} réunion du Comité Intergouvernemental des Experts intervient après la réunion intermédiaire qui s'est tenue à Marrakech le 22 février pour traiter de questions statutaires comme l'évaluation des activités du Bureau pour la période avril 2006 - février 2007, l'approbation du programme de travail 2008-2009, le repositionnement de la CEA et l'examen des sujets à l'ordre du jour de la Conférence des Ministres de la CEA qui s'est tenue à Addis Abeba les 2 et 3 avril. Il avait été convenu, alors, que la 22^{ème} réunion du CIE serait consacrée aux aspects thématiques de notre agenda.

Excellences, mesdames et messieurs,

Pour la quatrième année consécutive, les performances économiques de l'Afrique du Nord sont bonnes, caractérisées par un taux de croissance qui est passé de 5,1 % en 2005 à 6,1 % en 2006, une hausse des investissements et des transactions commerciales, une certaine maîtrise des équilibres financiers, des balances des paiements et de l'inflation. Ces résultats très positifs sont le reflet d'une combinaison de facteurs : l'accélération de la croissance mondiale (5,4%), une forte hausse du commerce mondial (8,9%), la fermeté des prix du pétrole, l'exploitation des ressources pétrolières au Soudan et en Mauritanie et une bonne pluviométrie en Algérie et au Maroc, confortés par des politiques économiques adaptées.

L'enthousiasme que peuvent susciter - à juste titre - de telles performances, reste toutefois tempéré par la persistance de quelques défis auxquels les pays de notre région font encore face et dont je citerai les deux qui, de notre point de vue, méritent une attention plus affirmée.

Le premier de ces défis, mesdames et messieurs est celui des performances sociales comme le montrent deux rapports que nous soumettons à votre examen : celui de l'analyse de la conjoncture en 2006 et celui sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et du NEPAD dans notre région.

Il est tout d'abord primordial de reconnaître les efforts que font nos Etats membres en particulier pour la prise en compte des agendas internationaux et régionaux dans leurs stratégies nationales de développement et qui se traduisent par de sensibles progrès dans les indicateurs de l'emploi et des conditions sociales. Comme vous l'annonçait Monsieur Abdoulie Janneh le 19 février à

Marrakech, à l'ouverture du Forum pour le développement en Afrique, où il se référait au rapport annuel de la CEA :

« L'Afrique du Nord est probablement l'une des rares régions en Afrique qui sera en mesure d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015. Ainsi, en matière de lutte contre la pauvreté et même si beaucoup reste à faire, vos pays ont effectué d'importants efforts et cette question est placée au cœur des priorités de vos politiques économiques et sociales avec des expériences assez novatrices dans le domaine de la solidarité ou de la création de petites entreprises pour les plus défavorisés.

Les autres pays africains ont apprécié à sa juste valeur l'effort d'innovation que l'Afrique du Nord a su mettre en œuvre et ont cherché à s'en inspirer. »

Cependant, Excellences, mesdames et messieurs, ces avancées restent en deçà de ce que l'on peut attendre de la région eu égard à la qualité de ses récentes performances économiques et à son potentiel de développement humain. L'adoption de politiques sociales plus actives, continues et structurellement intégrées aux stratégies nationales et aux politiques économiques s'impose de plus en plus. Nos pays ont encore à trouver des solutions plus durables à certaines questions sociales structurelles telles que le chômage des jeunes, la faible participation économique des femmes et les inégalités de genre, ou le faible développement humain des populations des zones rurales. A cela s'ajoutent de nouveaux défis, comme la migration, la pauvreté urbaine, la protection de l'environnement, qui nécessitent encore plus de ressources et d'efficacité.

A ce propos, permettez-moi, Monsieur le Président, quelques mots sur la migration, réel sujet d'actualité qui a fait l'objet de multiples débats au cours de l'année 2006. D'une manière ou d'une autre, nos Etats membres, pays de départ, de transit ou d'accueil, sont tous concernés par ce sujet multidimensionnel. La CEA a présenté à l'Assemblée Générale des Nations Unies lors de sa session de septembre 2006 un rapport qui en fait une analyse complète pour tout le Continent africain. Sans pour autant en occulter les autres aspects, notre Bureau a choisi de focaliser son attention cette année sur les éléments susceptibles de renforcer la relation migration-développement, en mettant l'accent sur le potentiel que représentent nos compatriotes résidant à l'étranger. Partant du constat que le profil et les attentes des migrants évoluent, qu'ils deviennent mieux formés, plus entreprenants, et s'impliquent plus que par le passé dans le monde associatif, nous avons étudié l'apport intellectuel et financier qu'ils peuvent avoir dans les processus de développement de leur pays d'origine. Une session sera consacrée aux résultats de ce travail.

Le second des défis que je souhaitais adresser est celui de la coopération et de l'intégration régionale. Je vous rappelle que l'exercice de repositionnement de la CEA, dont les derniers éléments ont été approuvés par les Ministres des Finances, du Plan et du Développement économique à Addis Abeba en avril dernier, a accordé à ce sujet une attention toute particulière, aussi bien dans la reformulation des priorités de la Commission, que dans le renforcement de la coopération et de l'appui que ses Bureaux régionaux apportent aux CER. De plus, et dans le cadre d'une concertation régionale accrue, j'ai le plaisir de vous informer de la signature, il y a moins d'un mois, d'un accord de coopération entre notre Bureau et l'ESCWA, qui nous permettra d'apporter une assistance plus efficace à nos Etats membres communs.

Excellences, mesdames et messieurs,

Les effets de la mondialisation tendent chaque jour davantage à annihiler les barrières géographiques qui pouvaient jusque là freiner les échanges entre les pays et les régions du Monde. Pour preuve, s'il en fallait, les concertations récentes et les accords entre les pays africains et ceux d'Asie du Sud Est, que ce soit dans le cadre de la TICAD ou de Chine-Afrique, ou ceux d'Amérique du Nord et du Sud.

Plus près de nous, la position géographique privilégiée de notre région, passerelle entre le reste du Continent, l'espace euro-méditerranéen et le monde arabe, laisse envisager de nombreuses perspectives prometteuses.

Or, s'ils regardent bien, et parfois loin, au-delà de leur espace, les pays de notre région n'ont pas encore pleinement développé leur coopération intra-régionale et en tirer le meilleur parti. Ainsi, je m'y réfère encore une fois, l'étude que nous avons menée l'an dernier sur les aspects commerciaux de l'intégration montre qu'il y a là un gisement sous-exploité, qui permettait d'augmenter les exportations de nos pays de 33% et de multiplier par 10 les échanges commerciaux entre eux, pour les porter à 30 % du total de leurs échanges.

Dans un grand nombre de secteurs, la vision et les idées existent. Toutefois, la mise en oeuvre effective de grands projets et programmes d'intégration reste souvent à l'état embryonnaire. C'est pourquoi toutes les initiatives qui vont dans le sens d'une plus grande coopération régionale méritent d'être saluées, comme par exemple la coopération dans le secteur des banques, du transport aérien, du bâtiment, des télécommunications, ou encore la création le 18 février 2007 de l'Union Maghrébine de Employeurs qui montre la volonté du secteur privé de s'impliquer davantage et devenir des acteurs reconnus du changement.

Et c'est également pourquoi, dans le cadre de nos thèmes fédérateurs annuels, et en concertation avec vous, nous avons choisi de placer l'année 2007 sur le thème des infrastructures et de l'intégration régionale. Les thèmes retenus pour 2008 et 2009 étant, respectivement : la petite et moyenne entreprise et l'éducation et le renforcement des capacités.

Les infrastructures sont, c'est indéniable, des paramètres essentiels de la croissance et de l'intégration. Leur développement est un prérequis à l'ouverture sur une économie mondiale caractérisée par une croissance galopante des échanges. Dans un tel contexte, des services de transports performants, avec des réseaux denses de liaisons maritimes, aériennes, terrestres et ferroviaires, au même titre que des télécommunications meilleur marché, accessibles à tous et accompagnés de services en ligne adaptés, peuvent contribuer à soutenir la concurrence à l'échelle internationale et réussir l'entrée de nos pays dans l'économie et la société du savoir.

Il s'agit là d'un enjeu majeur pour les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs du développement.

En outre, face aux besoins grandissants des populations et des divers secteurs d'activités, ils ont également à tenir compte des impératifs de gestion de ressources hydriques fragiles qui s'amenuisent et à équilibrer et diversifier leur offre énergétique.

A des degrés divers, les avancées de nos pays dans ces secteurs sont certaines et se situent dans les meilleurs niveaux des performances africaines.

Différentes initiatives sont déjà en cours, dont nous avons certainement beaucoup à apprendre. Notre propos, au cours de cette rencontre, est de mieux les connaître afin de déterminer les mesures supplémentaires qui favoriseront la concertation régionale et permettront ainsi de planifier le développement et le financement des infrastructures dans une perspective régionale à plus long terme. Une synergie institutionnelle assurera une meilleure convergence des actions à entreprendre dans ces différents domaines. Nous sommes convaincus que vos échanges, au cours des panels consacrés à l'eau et à l'énergie, et des sessions consacrées au transport et aux technologies de l'information et des communications seront aussi riches qu'enrichissants et aboutiront à des recommandations pragmatiques.

Comme vous pouvez le constater, Excellences, mesdames et messieurs, le programme qui nous attend au cours de ces quatre jours est dense et riche en sujets. Il est à la mesure de ce que vous propose la nouvelle CEA et ses bureaux régionaux revigorés à l'issue du récent repositionnement de la Commission. Vous pourrez trouver les détails de nos nouvelles orientations dans le Business Plan 2007-2009 qui a été présenté à nos Etats membres et à l'ensemble de nos partenaires en novembre dernier, à l'occasion de la dernière visite en Afrique en tant que Secrétaire Général de l'ONU de Monsieur Kofi Annan.

Il ne me reste plus qu'à vous réitérer notre engagement à tout mettre en œuvre afin de toujours mieux vous servir et ainsi contribuer au développement de notre région.

Je vous remercie de votre attention.